

---

**Rapport de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité du  
1<sup>er</sup> avril 2025**

Rapporteur : Claude ANGELOZ

**DA 424 – 25.03 CRÉDIT D'ÉTUDE ET DE RÉALISATION DE CHF 680'000.00 TTC POUR LA DÉMOLITION  
ET LE DÉSAMIANTAGE AINSI QUE L'AMÉNAGEMENT PROVISOIRE DE LA PARCELLE 5999, QUARTIER  
DE L'ÉTANG**

Mme MÜLLER-KLUIJTMANS, urbaniste-cheffe de projets au Service de l'aménagement (SAM), rappelle que la parcelle 5999 se situe à l'angle de l'avenue de l'Étang et du chemin Philibert-de-Sauvage. Cette dernière avait été utilisée pour les travaux du quartier de l'Étang et elle sera prochainement cédée à la Ville de Vernier dans le cadre des accords conclus dans la convention tripartite signée en 2016 entre le promoteur PG PROMOTORS, l'État de Genève et la Ville de Vernier.

Mais il est fort probable que cette parcelle soit utilisée d'ici 5 à 10 ans par les CFF pour les besoins du chantier de la gare souterraine de Cornavin, et au plus tôt en 2030.

Durant cette période de transition, cette parcelle peut être aménagée de manière provisoire en attendant l'aménagement définitif, soit une fois que les travaux de la gare Cornavin seront finalisés.

Mme MÜLLER-KLUIJTMANS relève que l'enjeu principal est de réaliser un aménagement qui réponde prioritairement aux besoins des jeunes du quartier de l'Étang, mais avec une polyvalence et une ouverture à d'autres tranches d'âge. Cette infrastructure doit favoriser les rencontres entre différents publics.

Les objectifs de cet aménagement sont de proposer une installation complémentaire aux espaces publics existants dans le quartier de l'Étang et de créer un espace ouvert au public propice à la rencontre, à l'appropriation par les adolescents et les jeunes adultes du quartier, de sécuriser cette parcelle actuellement en friche et de permettre un accès aux véhicules de service pour la collecte des déchets.

Elle signale qu'il faudra veiller à ce que cet aménagement n'engendre pas des nuisances excessives pour les riverains, notamment ceux qui sont en zone villa, par exemple en renonçant ou en limitant l'éclairage de cet espace. Les matériaux seront choisis pour éviter tout bruit à l'usage.

Elle ajoute que l'aménagement devra être facilement démontable pour répondre à l'exigence des CFF, qui demandent une libération sous 3 mois. Dès lors, aucun arbre ne sera planté.

Elle développe ensuite les différentes phases prévues pour le crédit d'étude et de réalisation, soit :

1. Sélection d'un mandataire architecte-paysagiste et lancement de la consultation auprès des publics visés (jeunes adultes et adolescents). Consultation pilotée par le Service de la cohésion sociale, à laquelle assistera le mandataire. Les maisons de quartier, les TSHM et les Correspondants de nuit seront également associés au projet.
2. Le mandataire procédera au développement de deux variantes d'aménagement compatibles avec le budget et les délais de réalisation impartis.
3. Le mandataire procédera au développement et à la précision de la variante retenue via un 2<sup>e</sup> volet de consultation des publics cibles.
4. Dépôt de la demande d'autorisation de construire et réalisation des travaux.

Elle tient à préciser que le crédit comprend un poste important d'environ CHF 300'000.00 destiné à couvrir les frais de démolition et de désamiantage. Dans le cadre des travaux préparatoires à la réalisation du quartier de l'Étang, cette parcelle a été intégrée à l'ensemble de l'opération de démolition et de désamiantage des constructions. Ces travaux ayant été préfinancés par le promoteur à hauteur de CHF 321'210.00 HT, la Ville de Vernier doit les rembourser, conformément à la convention tripartite de financement, raison pour laquelle un tel montant figure dans la DA.

M. BUSCHBECK, Conseiller administratif, rappelle que le fait de laisser cette parcelle sans projet défini était une volonté du Conseil administratif précédent, estimant qu'il était préférable de laisser les futurs habitants décider de leurs besoins. Cette décision avait été conventionnée avec le promoteur.

Le commissaire (UDC) ne comprend pas pourquoi cette DA passe en commission vu que le Conseil administratif précédent s'est engagé contractuellement à dépolluer la parcelle dans le cadre de l'accord tripartite. Il a l'impression que le Conseil municipal est forcé d'approuver la DA.

M. MORO, Chef du SAM, explique que la demande de crédit ne porte pas seulement sur la question du désamiantage et de la dépollution mais aussi sur l'aménagement de la parcelle.

Le commissaire (UDC) souhaite savoir comment l'Administration communale est arrivée à la conclusion que les jeunes avaient besoin d'aménagements spécifiques et non les enfants ou les seniors.

Selon M. MORO, il a été constaté qu'il n'y avait rien de particulier pour les adolescents dans le quartier de l'Étang en termes d'équipements. Il y a des places de jeux pour des enfants.

Il ajoute qu'un travail de préconsultation a déjà eu lieu avec les différents acteurs de terrain, qui ont confirmé qu'il y avait vraiment besoin d'équipements pour les adolescents et les jeunes adultes.

Il relève que le montant prévu de CHF 125'000.00 pour des aménagements éphémères est modeste et représente un challenge pour le service. Cela va être une expérience pour voir si le public cible adhère à l'aménagement après avoir participé au choix de la variante. Ce projet représente un risque, même si un dialogue avec les adolescents donne davantage de garanties de succès que de choisir d'office pour eux.

Il estime qu'il faudra attendre 2 à 3 ans pour voir si le bilan est positif.

Le commissaire (UDC) souhaite savoir quelles garanties ont été prises auprès des CFF pour s'assurer que ces derniers n'endommagent pas à nouveau cette parcelle qui viendra d'être dépolluée.

Vu que les CFF ne sont pas les champions de l'écologie, il trouverait dommage que les CFF abîment à nouveau cet espace au terme de l'utilisation pour leurs travaux.

M. NG, ingénieur civil-chef de projets au SAM, explique que les CFF se sont engagés à réaliser des sondages et à faire un constat pour vérifier que le terrain n'a pas été pollué par leur chantier. En cas de pollution, les CFF seront contraints de le dépolluer. Une convention en ce sens est en cours d'établissement avec les CFF dans le cadre de la prise de possession du terrain.

Le commissaire (UDC) ajoute que les chantiers ferroviaires de Suisse romande connaissent d'importants retards. Il se demande si la Commune a pu obtenir des assurances quant au timing d'occupation de la parcelle par les CFF.

M. BUSCHBECK répond que les CFF ne donnent aucune garantie. Selon les calculs et en fonction des procédures, rien ne pourra commencer avant 5 ans, mais le délai peut tout aussi bien s'allonger.

Les commissaires n'ayant plus de questions, le Président (SOC) passe au vote.

#### **VOTE :**

**Acceptons-nous la DA 424 – 25.03, Crédit d'étude et de réalisation de CHF 680'000.00 TTC pour la démolition et le désamiantage ainsi que l'aménagement provisoire de la parcelle 5999, quartier de l'Étang ?**

**9 OUI (2 SOCIALISTES, 2 LES VERT.E.S, 1 LE CENTRE-VERT'LIBÉRAUX, 1 ALTERNATIVE,  
2 MCG, 1 PLR)**  
**1 abstention (1 UDC)**

**La DA 424 – 25.03 est acceptée à la majorité.**